

Reprenons l'offensive pour un changement radical de société

Destruction du code du travail, privatisation de la SNCF, sélection à l'université, tri, enfermement et expulsion des exilé-e-s, demain le contrôle accru des chômeurs et chômeuses, puis la sécu, les retraites. Au pouvoir depuis un an, Macron déroule son programme libéral et autoritaire, détruit méthodiquement ce que les luttes sociales avaient mis des années à arracher, sans même un faux-semblant de débat ou de négociation, à coups de matraque, de lacrymo et d'arrestations quand le corps social rechigne à se laisser dépecer. Machine de guerre du capitalisme, l'État mène une offensive globale contre tout ce qui permet encore un peu de stabilité dans nos vies, un peu de solidarité, de redistribution.

Rejoindre la bataille maintenant

En face, des résistances existent, comme celles des cheminot-e-s et celles des étudiant-e-s. Leurs batailles sont les nôtres. La fin du statut des cheminot-e-s aujourd'hui, c'est la fin de celui des fonctionnaires demain. La privatisation du rail, ce sont des conditions de travail et de service dégradées, des lignes sacrifiées, avec comme seul critère la rentabilité pour l'actionnaire.

La sélection à l'université, c'est d'abord le renforcement de la sélection par l'argent. Le libre choix des études pour celles et ceux qui ont les moyens d'accéder au savoir. Les boulots d'exécutant pour tout-e-s les autres.

Des batailles qui se mènent, il y en a d'autres, dans les hôpitaux et les Ehpad, la justice, à Carrefour, Air France, etc.

Ces batailles, les secteurs aujourd'hui en lutte ne les gagneront pas seuls. La grève ne se décrète pas, mais si elle ne s'étend pas, si notre camp social ne reprend pas l'offensive, dans quelques mois il ne restera que des ruines. Des pans entiers de la société sont en passe de basculer dans une précarité généralisée. Par l'urgence et par la force, l'État Macron tente d'imposer son projet de société, global et cohérent. En face, il nous faut converger pour en imposer un autre.

Partout, dans nos boîtes, nos administrations, nos lieux de vie, en discutant avec nos collègues, entre précaires, il nous faut rouvrir le chemin de la lutte, de la grève, de l'émancipation collective. Ne pas déléguer le combat à une avant-garde ouvrière condamnée à se battre seule pour toutes et tous. Ne pas s'en remettre aux mirages de tribuns qui viendraient, un jour peut-être, par la magie d'un scrutin, rebâtir tout ce qui aura été détruit. Le passé, de Mitterrand à Hollande en passant par Tsipras en Grèce, montre clairement que la délégation du changement social à une classe politique conquérant le pouvoir d'État n'est pas la voie de la transformation égalitaire de la société.



Pour une autre société, débarrassée de l'État, du pouvoir et du capitalisme

C'est dans la lutte qu'on se retrouve, qu'on invente, qu'on crée de nouvelles conditions de travail et de vie, solidaires, autogérées.

C'est dans la lutte, la grève, que, dans sa boîte, on reprend la main sur son outil de travail, débarrassé de la tyrannie du patron. Jusqu'à réinventer son organisation, comme l'ont fait les camarades de Scop-ti et d'ailleurs.

C'est dans la lutte, le blocage, que les étudiant-e-s de Paul Valéry ont jeté, avec leurs AG ouvertes et leurs cours substitutifs, les premières bases d'une université autogérée et émancipatrice, ouverte à toutes et tous.

C'est dans la lutte, l'occupation, que les militant-e-s de la ZAD de Notre Dame des Landes construisent sur un territoire un autre rapport à la terre et à la vie en société.

Nous savons ce que nous voulons bien mieux que tous les hommes providentiels. Nous savons dans quelles conditions nous voulons vivre et vieillir, travailler, apprendre, jouir.

Si nous nous mettons en lutte, si nous travaillons à nous fédérer, nous pouvons bâtir une autre société. Une société dans laquelle la solidarité serait logique et la concurrence absurde, dans laquelle l'école rendrait plus intelligent-e et plus libre, dans laquelle travailler serait intéressant et utile, dans laquelle l'arrivée d'un-e étranger-ère serait une bonne nouvelle. Une société dans laquelle les soignant-e-s et malades ne seraient pas maltraité-e-s, les travailleur-ses autogéreraient leur entreprise et les usager-ères leurs services, dans laquelle on serait pas défini par la couleur de sa peau, son genre ou sa sexualité, dans laquelle la planète ne serait ni une poubelle ni un magot dont tirer profit. Une société dans laquelle quelques-uns ne se goinfreraient pas sur le dos de tou-te-s les autres, un chef n'aurait pas raison pour tou-te-s les autres.

Nous n'avons pas besoin de l'État, du capitalisme, ni du pouvoir quel qu'il soit. Ce sont eux qui ont besoin de nous pour continuer à prospérer sur notre dos.

*Nous vous appelons à rejoindre les manifestations du 3 mai
à l'appel des cheminot-e-s et des étudiant-e-s*

**STOPPONS MACRON
ET COMMENÇONS AUTRE CHOSE**